

**« COMBIEN DE TEMPS
DEVRONS-NOUS SUBIR
CETTE INJUSTICE ? »**

**EN ÉGYPTE, LES CHRÉTIENS
SONT PRIS ENTRE LES
ATTAQUES SECTAIRES
ET L'INACTION DE L'ÉTAT**

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



2 « Combien de temps devrons-nous subir cette injustice ? »
En Égypte, les chrétiens sont pris entre les attaques sectaires et l'inaction de l'État

« Pourquoi, quand il y a un problème, les chrétiens en font-ils toujours les frais ? Qu'est-ce que nous avons à faire avec les événements du Caire pour être punis ainsi ? »

Homme copte s'exprimant devant les ruines du monastère du martyre Tadros el Shubti dans le gouvernorat d'El Faiyyoum, pillé et incendié à deux reprises après la dispersion par les forces de sécurité de rassemblements pro-Morsi au Caire le 14 août 2013.

Une vague d'attaques sectaires sans précédent s'est abattue sur les coptes dans toute l'Égypte le 14 août, après la dispersion violente par les forces de sécurité de rassemblements de partisans du président déchu Mohamed Morsi au Caire. Les attaques ont endommagé des dizaines d'églises, de bâtiments appartenant à l'église, d'écoles et d'organisations caritatives, ainsi que des commerces et d'autres propriétés appartenant à des coptes. Dans certains cas, des églises et d'autres bâtiments ont été complètement ravagés par le feu ou démolis. Des croix placées en haut d'églises ont été cassées et des sanctuaires ont été détruits. Des monuments historiques ayant une signification religieuse et des reliques ont été emportés par les flammes. Amnesty International a recensé quatre décès au cours de ces attaques.

« Je condamne fermement les attaques contre les institutions culturelles du pays et le pillage de biens culturels... Les dommages sont irréversibles pour l'histoire et l'identité du peuple égyptien. » Irina Bokava, directrice générale de l'UNESCO, se référant au pillage et à la destruction d'églises dans toute l'Égypte et d'un musée dans le gouvernorat d'El Minya, le 19 août 2013.

Le pape Théodore II, patriarche de l'Église orthodoxe, principale église copte en Égypte, a déclaré que 43 églises avaient été entièrement détruites le 14 août, et qu'en outre, 207 propriétés chrétiennes avaient été attaquées¹. Le groupe militant Maspero Youth Union a recensé la destruction de 37 églises dans tout le pays, ainsi que 23 autres églises ciblées par des attaques et/ou partiellement endommagées. Les attaques se sont produites dans les gouvernorats d'Alexandrie, d'Assiout, de Beni Suef, d'El Faiyyoum, de Guizeh, du Grand Caire, de Louxor, d'El Minya, du Sinaï-Nord, de Sohag et de Suez.

Des délégués d'Amnesty International se sont rendus sur les lieux d'attaques dans les gouvernorats d'El Minya, El Faiyyoum et du Grand Caire, et se sont entretenus avec des témoins oculaires, des dirigeants religieux et des représentants du gouvernement. L'organisation a recensé les décès de quatre hommes dans les attaques sectaires des 14 et 15 août, trois à El Minya et un à Ezbet el Nakhl dans le Grand Caire².

Dans tous les cas recensés par Amnesty International, les attaques se sont produites pendant et après la dispersion par la force des deux principaux rassemblements pro-Morsi dans le Grand Caire : les sit-in de Rabaa al Adawiya et Nahda³. Dans certains incidents, les attaques ont été perpétrées sur le passage de

marches pro-Morsi ou par des foules d'hommes en colère, armés d'armes diverses telles que des armes à feu, des barres métalliques et des couteaux.

Des témoins ont déclaré à Amnesty International que les violences s'accompagnaient de slogans et de chants sectaires et incendiaires, souvent précédés d'incitations par les mosquées locales ou des dirigeants religieux. Les graffiti retrouvés dans les zones avoisinant les attaques, par exemple sur les murs d'églises ou de maisons de coptes, tels que « Ils ont tué nos frères pendant la prière⁴ », et « La religion de Dieu est l'Islam » ne laissent que peu de doutes quant à la nature vindicative des attaques contre les coptes, qui sont largement perçus comme favorables à la destitution du président Morsi.

Amnesty International a observé des attaques à l'encontre de chrétiens et d'autres violences sectaires pendant des décennies, tant sous le régime d'Hosni Moubarak que sous celui du Conseil suprême des forces armées et de Mohamed Morsi⁵. Cependant, on a relevé une augmentation considérable des tensions sectaires et un nombre d'attaques sans précédent depuis que le ministre de la Défense, Abdel Fattah al Sissi, a annoncé le 3 juillet que Mohamed Morsi n'était plus président. Ces attaques ont été marquées par l'inaction des forces de sécurité pour protéger les vies, les biens et les lieux de culte des coptes⁶.

Les attaques sectaires ont été particulièrement nombreuses en Haute-Égypte et dans d'autres bastions islamistes, où les tensions sectaires endémiques explosent à certaines occasions, parfois pour des raisons banales telles que des altercations entre voisins. Les dernières attaques sectaires ont été marquées par le développement d'un discours sectaire virulent adopté par des membres et des partisans des Frères musulmans, qui reprochaient la destitution de Mohamed Morsi aux coptes et en faisaient les boucs émissaires de la répression envers ses partisans.

Par exemple, dans un discours prononcé depuis le podium de Rabaa al Adawiya le 24 juillet 2013 à l'attention d'une foule de partisans de Mohamed Morsi, Assem Abdel Magem, figure connue de l'islamisme, a déclaré que les « églises et les communistes » soutenaient le ministre de la Défense Abdel Fattah al Sissi, et il accusait les « *nasara* [terme péjoratif pour désigner les chrétiens] radicaux » des meurtres de musulmans. Il a formulé cette mise en garde : « *Si vous voulez essayer d'arrêter la destinée de Dieu [...] vous verrez ce qui arrivera [...] essaye donc, Théodore [...] essaye donc, église* ». Si certains des principaux meneurs au sein du mouvement ont dissocié publiquement les Frères musulmans des violences, les rassemblements principaux de partisans de Mohamed Morsi, et notamment le podium de Rabaa al Adawiya, ont permis d'alimenter la haine contre les coptes dans la période qui a précédé les attaques⁷.

En dépit de la prévisibilité des réactions négatives à l'encontre des coptes et des garanties formulées par les autorités selon lesquelles la dispersion faisait l'objet d'un plan établi, les forces de sécurité n'ont pas mis en œuvre les mesures de prévention nécessaires afin de protéger les communautés coptes et les lieux de culte. Alors que les forces de sécurité, et notamment l'armée, étaient largement

déployées autour des institutions gouvernementales en prévision de la dispersion des mouvements, les églises sont restées sans protection. Un habitant d'El Minya a déclaré à Amnesty International que lorsqu'il a sollicité une protection auprès d'une permanence téléphonique des forces armées et d'un officier du renseignement au cours des attaques sectaires du 14 août, ses deux interlocuteurs lui ont répondu que les forces de sécurité avaient seulement pour ordre de protéger « les institutions et intérêts vitaux ».

En fait, des témoins oculaires dans plusieurs gouvernorats ont déclaré à Amnesty International que les forces chargées de surveiller les églises en temps normal, déjà minimes, avaient été retirées en prévision du 14 août, une décision difficilement compréhensible au vu de la prévisibilité des réactions négatives. Quant aux attaques en elles-mêmes, les forces de sécurité n'ont pas su y mettre un terme, y compris lorsqu'elles se sont déroulées sur plusieurs heures ou se sont reproduites dans les jours suivants.

Dans certains cas, des églises et des postes de police voisins ont été attaqués simultanément ou à la suite, comme par exemple à Kerdassa dans le Grand Caire et dans le gouvernorat d'El Minya. Par exemple, des fonctionnaires de l'hôpital de police d'Agouza et de la morgue principale de Zinhum ont déclaré à Amnesty International que 17 membres des forces de sécurité avaient été tués dans le poste de police de Kerdassa au cours d'une attaque violente qui a précédé l'incendie de l'église voisine de Mallak.

Suite aux attaques, les autorités égyptiennes, et notamment le Premier ministre, n'ont pas tardé à condamner les violences et à montrer du doigt les partisans de Mohamed Morsi, dans la lignée de leur argumentation de « lutte contre le terrorisme ». Le ministre de la Défense, Abdel Fattah al Sissi, a également annoncé que l'armée réparerait et reconstruirait les églises endommagées à ses frais⁸. D'un autre côté, les autorités n'ont pas su prendre en compte les discriminations subies par les coptes en Égypte depuis des décennies, ainsi que l'impunité dont jouissent les auteurs d'incidents passés d'attaques sectaires commis sous les gouvernements égyptiens successifs, que ce soit sous le régime d'Hosni Moubarak, celui du Conseil suprême des forces armées ou au cours de l'année de présidence de Mohamed Morsi. Les dirigeants ont fréquemment favorisé la tenue de sessions de « réconciliation » entre les communautés au lieu d'apporter justice et réparation, et n'ont pas été en mesure de s'attaquer à la racine des causes des attaques sectaires contre les coptes ou d'abroger les dispositions discriminatoires figurant dans le droit égyptien.

Les autorités doivent dépasser la rhétorique et les règlements de comptes politiques afin de réagir à cette récente vague d'attaques. Les enquêtes relatives à ces violences doivent être exhaustives, impartiales et indépendantes, et viser à traduire en justice les responsables, sans distinction d'affiliation politique. Les enquêtes doivent également revenir sur l'incapacité des forces de sécurité à prévenir et mettre un terme à ces attaques.

Les autorités doivent offrir des réparations appropriées, y compris sous la forme d'une indemnisation aux victimes, et doivent faire une priorité de la reconstruction des églises. Elles doivent également prendre en compte la discrimination inhérente subie par les coptes en Égypte, et commencer immédiatement dans un premier temps par abroger les lois qui exigent une autorisation officielle pour la construction et la restauration des églises⁹, et s'attaquer aux pratiques qui débouchent systématiquement sur un refus.

DISCRIMINATIONS ENVERS LES COPTES

Des Égyptiens de toutes croyances et confessions ont participé à la « révolution du 25 Janvier » et aux manifestations du 30 juin 2013 réclamant la fin de la présidence de Mohamed Morsi. Les minorités religieuses ont cependant continué à subir une discrimination de la part des autorités. L'État ne les protège pas suffisamment des attaques sectaires, lorsqu'elles ne sont pas directement la cible des forces de sécurité.

Les attaques et les discriminations visant les coptes, la plus grande minorité religieuse du pays, sont particulièrement répandues. Ils sont encore aujourd'hui sous-représentés lors des nominations aux postes de hauts fonctionnaires, de présidents d'université, ainsi qu'aux postes clefs en matière de sécurité, par exemple à l'Agence de sécurité nationale ou aux Renseignements généraux. En août 2013, seuls quatre chrétiens ont été nommés par le gouvernement pour faire partie du comité de 50 membres chargé de préparer une constitution.

Depuis plusieurs décennies, l'Égypte est le théâtre d'affrontements sectaires d'intensité variable, mais pour la plupart trouvant leur source dans les stéréotypes religieux et les inégalités. Certains sont même déclenchés par des acteurs gouvernementaux. Les coptes d'Égypte se sont plaints à de nombreuses reprises du fait que les autorités égyptiennes ne faisaient pas suffisamment d'efforts pour les protéger ou poursuivre leurs agresseurs ; à ces poursuites, elles ont souvent privilégié la « réconciliation ».

Lorsqu'Hosni Moubarak était au pouvoir, au moins 15 attaques de grande ampleur envers les coptes ont été recensées. Le 6 janvier 2010, alors que des fidèles sortaient d'une église de la ville de Nagaa Hammadi, une voiture a ouvert le feu, tuant six coptes et un policier musulman. Le 1er janvier 2011, un attentat à la bombe dans une église copte d'Alexandrie a fait plus de 20 morts.

La situation ne s'est pas améliorée sous la direction du Conseil suprême des forces armées, organe militaire au pouvoir entre la chute de Hosni Moubarak et l'élection du président Mohamed Morsi. Le 8 mars 2011, 10 personnes sont mortes dans des affrontements entre musulmans et coptes sur la colline de Muqattam dans l'est du Caire. Le 9 octobre 2011, des soldats ont tué 27 manifestants autour du bâtiment de la télévision publique, Maspero. À l'exception d'un seul, tous étaient coptes. Les enquêtes sur ces actes de violence ont été entachées d'irrégularités et les résultats n'ont jamais été rendus publics¹⁰. Seuls trois soldats ont été inculpés et condamnés à des peines

6 « Combien de temps devrons-nous subir cette injustice ? »
En Égypte, les chrétiens sont pris entre les attaques sectaires et l'inaction de l'État

allant de deux à trois ans de prison pour « homicide involontaire ».

La situation ne s'est pas non plus améliorée avec Mohamed Morsi. Lors des derniers mois de son administration, en 2013, alors que se multipliaient les discours sectaires des membres et alliés des Frères musulmans, des militants coptes ont signalé au moins six attaques d'églises ou de bâtiments affiliés dans les gouvernorats d'Aswan, Beni Suef, El Faiyoum et du Caire. Aucune enquête pertinente n'a été menée, aucune mesure n'a été mise en place pour prévenir de nouvelles violences, et personne n'a été sanctionné.

Cette perpétuelle inaction marque non seulement un échec des autorités égyptiennes et une violation de leurs obligations internationales, mais contribue aussi au sentiment d'injustice, de discrimination et de vulnérabilité ressenti par les chrétiens d'Égypte, tout en laissant penser aux agresseurs qu'ils peuvent continuer en toute impunité à perpétrer des attaques contre les chrétiens.

Par sa passivité, l'Égypte manque à ses devoirs. En effet, le droit international relatif aux droits humains l'astreint à veiller au respect du droit à l'intégrité physique, à protéger d'exactions les membres de minorités, et à traduire en justice les auteurs présumés de ces actes.

En violation des articles 2, 18 et 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) interdisant la discrimination et garantissant les libertés de pensée, de conscience et de religion et l'égalité devant la loi, les autorités ont échoué à mettre fin aux pratiques discriminatoires empêchant les coptes de construire ou restaurer des lieux de culte. De nombreuses églises ont été fermées ou détruites, les autorités prétendant que les permis de construire ou de restauration n'étaient pas conformes.

D'autres minorités religieuses sont aussi la cible de discriminations en Égypte, dont les Chiites et les Baha'is.

EL MINYA

La majorité des attaques sectaires ont eu lieu dans le gouvernorat d'El Minya en Haute-Égypte, à près de 250 kilomètres au sud du Caire, dans la ville même d'El Minya ainsi que dans un certain nombre de villes et villages alentour, dont Dir Mawass, Malawi, Beni Mazar, Abu Qurqas et Samalout. Des églises de diverses confessions chrétiennes (copte orthodoxe, catholique, évangélique) ont été attaquées.

Les attaques d'églises se sont déroulées dans un contexte de violences politiques et d'affrontements entre des partisans de Mohamed Morsi et les forces de sécurité. Selon les statistiques de la morgue, 53 personnes sont mortes le 14 août dans tout le gouvernorat du fait des violences, la plupart lors d'affrontements avec les forces de sécurité. Les autorités sont intervenues afin de disperser un sit-in pro-Morsi au centre de la capitale du gouvernorat, pendant que des églises et au moins six importants postes de police étaient simultanément pris d'assaut. Dans au moins un

chef-lieu (Adwa), le poste de police a été attaqué alors que les églises ont été épargnées, apparemment grâce à l'intervention de voisins musulmans.

Plusieurs habitants et chefs religieux ont déclaré à Amnesty International qu'ils avaient cherché en vain la protection des autorités tout au long de la journée. Abdelaziz Qura, chef de la direction de la sécurité d'El Minya, a déclaré à Amnesty International que le 14 août, des partisans du président déchu, certains munis d'armes automatiques, avaient pris d'assaut et incendié six postes de police importants à travers le gouvernorat, à savoir Maghagha, Beni Mazar, Matai, Abou Qurqas, Samalout, et Adwa, ainsi que des postes secondaires dans les villages alentour. Il avançait le chiffre de 14 membres du personnel de la sécurité tués.

Selon Abdelaziz Qura, c'est la simultanéité des attaques, à la fois contre des postes de police, tribunaux, autres bâtiments administratifs et églises, qui explique l'impuissance des forces de sécurité à mettre fin aux attaques sectaires. Il a mis en avant la large supériorité numérique des assaillants lourdement armés sur les forces de sécurité. À la question de savoir si des renforts avaient été demandés à la capitale en vue de l'augmentation probable du nombre d'attaques visant les coptes, il a indiqué que des véhicules blindés supplémentaires avaient été fournis par les forces armées.

Il a déclaré à Amnesty International que le ministère public avait commencé des enquêtes sur les violences du 14 août et que la police était en train de recueillir des preuves. Au jour du 25 août, 10 personnes avaient été arrêtées dans le cadre d'affaires de pillages et d'incendies d'églises, tandis que 43 autres l'avaient été pour des accusations relatives à d'autres actes de violence commis le 14 août.

Des habitants et des avocats d'El Minya ont fait part de leur inquiétude concernant l'impartialité de ces enquêtes, craignant que l'objectif réel ne soit de régler des comptes politiques avec les partisans des Frères musulmans plutôt que d'amener les vrais coupables à répondre de leurs actes. Parmi les personnes arrêtées dans le cadre des violences se trouve l'avocat **Taha Hassan Ibrahim Hassassin**, né en 1962, connu pour son opposition à la destitution de Mohamed Morsi. Ses proches ne l'ont revu que le 9 septembre, plus de trois semaines après son arrestation du 16 août. Il avait été présenté au parquet sans avoir pu consulter un avocat, et a apparemment à répondre aux accusations d'« incitation à un conflit motivé par l'intolérance religieuse », « colportage de rumeurs mettant en péril la sécurité nationale », et « constitution d'un groupe armé ».

VILLE D'AL MINYA

Le matin du 14 août, le sit-in pro-Morsi sur la place du Palais d'El Minya a été dispersé par les forces de sécurité. La journaliste **Zeinab Ismail**, qui a suivi les violences de 9 heures à 18 heures, a déclaré à Amnesty International que les forces de sécurité, dont la police antiémeute, avaient lancé des grenades de gaz lacrymogène et tiré à balles réelles sur les manifestants.

8 « Combien de temps devrons-nous subir cette injustice ? »
En Égypte, les chrétiens sont pris entre les attaques sectaires et l'inaction de l'État

« *Une fois le sit-in dispersé, des églises ont commencé à brûler et les gens pillaiient et saccageaient [...] En marchant dans la rue Hussein (rue commerçante) j'ai entendu des personnes dire : « Ne vole pas, mets juste le feu. » [...] Les gens portaient des armes, comme des épées et des machettes [...] Il était difficile de savoir qui était qui [...] Il y avait aussi des voyous, pillant les magasins coptes [...] Ils m'ont vue en train de filmer, m'ont frappée, ont pris ma caméra et ont menacé de me tuer* », a-t-elle ajouté.

Il semble, d'après son témoignage, que pendant que les partisans de Mohamed Morsi attaquaient les églises, des habitants d'El Minya, sans être clairement motivés par des considérations politiques ou l'intolérance religieuse, en ont profité pour piller et dépouiller de leurs objets de valeur églises et autres biens appartenant à des coptes.

L'évêque Makarius de l'Église copte orthodoxe d'El Minya a expliqué que le plus tragique selon lui n'était pas les incendies d'églises, mais plutôt les comportements profondément enracinés poussant les gens à se réjouir de telles destructions et à exploiter le chaos. Il a déclaré à Amnesty International qu'il avait remarqué une nette augmentation des discours sectaires à El Minya au cours de l'année où Mohamed Morsi était au pouvoir. Les incendies d'églises faisaient partie selon lui d'un plan préétabli visant à attaquer les coptes une fois les sit-in pro-Morsi dispersés. Ces agressions étaient facilitées par l'absence des forces de sécurité, elles-mêmes attaquées. Il a ajouté qu'au moment des attaques, les chefs religieux avaient demandé de l'aide aux fonctionnaires idoines de la sécurité à l'échelle du gouvernorat ainsi qu'aux forces armées, mais en vain.

Le 14 août, dans la seule ville d'El Minya, trois églises, des institutions affiliées à l'église comme un orphelinat, le YMCA (Young Man's Christian Association), d'autres centres communautaires ainsi que des commerces appartenant à des chrétiens ont été pris d'assaut et incendiés. Au moins une autre église a aussi été prise pour cible.

Dans le quartier d'Abu Hilal où se trouvent les mosquées Rahman et Abu Bakr qui, selon les habitants du quartier, adhèrent aux enseignements d'Al Gamaa al Islamiyya (le Groupe islamiste), l'église d'Anba Moussa (« Père »), qui avait ouvert en juillet 2011, a été attaquée trois fois dans la journée. Les haut-parleurs de la mosquée Rahman avaient alerté dès le matin des troubles à venir. Les appels suivants -: « *Ils sont en train de tuer nos frères à Rabaa [al Adawiya]* » « *Loué soit le jihad* » - avaient retenti à la suite des louanges à Dieu. Fidèles et membres de l'église ont déclaré à Amnesty International qu'en entendant ces appels, le prêtre avait recommandé à l'assemblée priant dans l'église entre 6 heures et 8 heures de partir.

Pour commencer, vers midi, un cocktail Molotov a été lancé dans l'enceinte de l'église, les chefs religieux réclamant alors l'intervention de la police. Il semble qu'on leur ait répondu que les services de sécurité étaient trop affaiblis par les

attaques contre les postes de police et bâtiments administratifs. Les personnes présentes dans l'église ont réussi à éteindre le premier foyer.

D'après des témoins oculaires, l'église a été attaquée vers 15 heures par un plus grand groupe d'hommes venant de deux directions, certains armés de fusils de chasse. Les personnes retranchées dans l'église ont réussi à repousser l'assaut. L'attaque finale, la plus destructrice, s'est déroulée vers 21 heures. À ce moment-là, une foule d'environ 300 hommes s'était rassemblée. Ils ont alors défoncé la porte en métal de l'église. Les personnes restées à l'intérieur ont été submergées mais ont réussi à s'enfuir par l'autre entrée. Un homme a été frappé au visage par les assaillants ; un autre a été capturé et interrogé pendant près d'une heure. On l'a laissé repartir après plusieurs gifles et un sermon. Durant l'interrogatoire, on lui aurait reproché le rôle tenu par l'église orthodoxe et son patriarche, le pape Théodore II, qui ont soutenu la destitution de Mohamed Morsi. On lui aurait aussi fait des remarques désobligeantes au sujet de la croix tatouée sur son poing (pratique courante chez les coptes).

Après avoir investi l'église, le local de service adjacent et le logement d'un des prêtres, les assaillants ont dérobé tous les objets de valeur qu'ils pouvaient emporter, dont les climatiseurs, ventilateurs, chaises et bancs, les chargeant ensuite dans des véhicules, selon des habitants. Le pillage terminé, ils ont mis le feu aux bâtiments et sont partis. La voiture du prêtre, garée à l'extérieur de l'église, a aussi été incendiée.

« Il y avait déjà eu des alertes. Dans ce quartier il y a des personnes qui haïssent vraiment les chrétiens. Un type distribuait de l'essence aux assaillants [pour mettre le feu] [...] mais rien n'a été fait pour empêcher cela » a déclaré un témoin oculaire à Amnesty International.

Selon les membres de l'église, les trois gardes du ministère de l'Intérieur normalement en faction se sont retirés le matin de l'attaque.

Une foule en colère a aussi attaqué l'église Amir Tadros, construite vers 1920. Selon des témoins oculaires, cinq hommes se trouvaient à l'intérieur au moment de l'attaque. Vers midi et demi, cocktails Molotov, pierres et morceaux de verre ont été jetés à l'intérieur. Ensuite, aux cris de « *Dieu est grand !* » et « *Islam ! Islam !* », les assaillants ont réussi à pénétrer en enfonçant la porte métallique.

« Ils faisaient des remarques vraiment injurieuses du style « les chiens de chrétiens n'ont rien à faire en Égypte »... Quand ils en ont eu fini avec les écoles et l'orphelinat (en bas de la rue), on pensait qu'ils épargneraient l'église... On s'est échappé de justesse en sautant sur les toits des bâtiments adjacents et en se cachant chez des familles chrétiennes... Les jeunes ont essayé d'éteindre le feu mais ils ont été attaqués et chassés... Tout a été détruit ou volé... Un camion de pompier est arrivé bien plus tard mais il n'avait plus de gaz [extincteur liquide] » a raconté un témoin oculaire.

Un autre témoin a expliqué à Amnesty International qu'en arrivant à l'église vers 11 heures, il avait senti du gaz lacrymogène subsister dans l'air, après la dispersion du sit-in pro-Morsi sur la place du Palais.

« Après avoir été dispersés, des manifestants ont aussi tenté de prendre d'assaut la direction de la sécurité d'El Minya toute proche. N'y arrivant pas, ils sont allés saccager les institutions chrétiennes et les magasins des environs. Les forces [de sécurité] ne sont pas intervenues. », a-t-il ajouté.

Une église évangélique (connue dans le quartier comme « 3^{ème} ») qui pourvoyait aux besoins de près de 90 familles du quartier, selon son prêtre, a aussi été attaquée et incendiée le 14 août. Les habitants du quartier ont déclaré à Amnesty International avoir entendu ces cris vers 9 heures : « *Descendez, musulmans, vos frères sont en train de se faire tuer [à Rabaa al Adawiya] !* » Peu après, une dizaine de personnes avec des armes automatiques sont venues à l'église, qui se trouve dans une rue résidentielle. Non seulement les assaillants ont mis le feu à la salle de culte, mais ils ont aussi endommagé les salles de classe à l'étage, dont une bibliothèque et une salle informatique. Personne ne se trouvait dans l'église au moment de l'attaque, et tous les chrétiens des environs s'étaient enfermés chez eux de peur des représailles. Comme pendant les autres attaques, les forces de sécurité sont restées invisibles.

De nombreuses institutions chrétiennes ou affiliées à une église ont été ciblées lors des attaques. L'Association des frères et des jésuites de la ville d'El Minya, inscrite auprès du ministère des Assurances et des Affaires sociales depuis 1966, a été mise à sac et brûlée.

L'association est située à l'intérieur d'un complexe accueillant aussi une école, un monastère datant de 125 ans et un centre de services. Vers 10 heures, on a tenté de pénétrer dans le complexe par l'entrée principale. Vers 14 heures 30, un groupe d'hommes a réussi à entrer par la porte arrière. Environ cinq assaillants sont parvenus à sauter par dessus le grillage, ouvrant ensuite la porte aux autres. Ils ont fait sortir toutes les personnes qui étaient à l'intérieur, dont au moins trois hommes souffrant d'un handicap. Ces derniers travaillaient à l'atelier du centre communautaire, créé pour rendre plus autonomes et économiquement indépendantes les personnes souffrant d'un handicap. Tous trois s'en sont tirés sans dommage mais la chaise roulante de l'un d'entre eux a été brûlée.

Les attaquants ont ensuite saccagé le bâtiment de service, volant les objets de valeur, détruisant les salles de classes, brûlant des livres de la bibliothèque et les archives de l'association. Les impacts de balles sur les portes, tant du portail principal que de l'intérieur du complexe étaient encore visibles quand Amnesty International a examiné le centre. D'après un témoin, les assaillants étaient armés de couteaux et autres armes blanches ainsi que de fusils de chasse. Comme dans les autres cas circonstanciés, le personnel et les chefs religieux ont demandé l'intervention des forces de sécurité et sont allés par trois fois au poste de police voisin, mais en vain.

Le 24 août, un agent de la section des enquêtes criminelles est venu évaluer les dégâts.

Un certain nombre de commerces tenus par des chrétiens ont aussi été attaqués le 14 août, dont des magasins situés dans la rue Hussein, comme le Roxy, ainsi que deux bateaux-restaurants sur le Nil : le Mermaid et Al Dabiya. Deux hommes sont morts à bord du Mermaid, cachés dans des toilettes alors que les assaillants mettaient le feu au bateau.

Samuel Subeit, son propriétaire, a déclaré à Amnesty International que Galaa Ahmed Ali, un de ses employés, surnommé Ihab, l'avait appelé, paniqué, vers 10 heures, signalant qu'une centaine d'hommes armés, certains d'armes automatiques, s'approchaient. À ce stade, le propriétaire a appelé les services de secours et de protection de la ville, nourrissant peu d'espérance puisque les manifestants pro-Morsi bloquaient la route principale menant aux restaurants du Nil.

Vers 10 heures 30, il a reçu un autre message désespéré de son employé : « *On ne peut pas sortir et on ne sait pas quoi faire* ». Un troisième employé a réussi à sauter du bateau et nager jusqu'à être hors de danger, alors que **Galaa Ahmed Ali** et **Bishoy Mikhael** périssaient. Samuel a déposé une plainte (numéro 7342/2013) au poste de police d'El Minya. Aucun blessé n'est à déplorer sur le bateau-restaurant Al Dabiya, où les assaillants ont laissé partir le personnel avant de mettre le feu.

Dans une rue commerçante animée du centre d'El Minya, Amnesty International a vu des magasins au rideau marqué d'un X. Commerçants et habitants du quartier ont expliqué que les X rouges et noirs indiquaient les magasins respectivement musulmans et chrétiens. Plusieurs commerces marqués d'un X noir ont été pillés et endommagés le 14 août, dont le magasin d'électroménager Amir.

Ses patrons ont déclaré à Amnesty International que l'attaque avait commencé vers 13 heures 30 et avait duré plusieurs heures. Ils ont ajouté avoir vu, dans les trois semaines précédant les violences, des tracts exhortant à se venger sur des postes de police et des églises au cas où les sit-in pro-Morsi seraient dispersés. Amnesty International n'a pu s'en procurer de copies afin de vérifier ces allégations. À la date du 24 août, jour de la visite de l'organisation, aucun agent de police ou du ministère public n'était venu évaluer les dégâts.

DELGA ET AUTRES VILLAGES ET VILLES D'EL MINYA

Juste après l'annonce faite par Abdel Fattah al Sissi de la destitution de Mohamed Morsi, la première vague d'attaques visant les coptes a déferlé dans la ville de Delga, au centre du district de Dir Mawas. Selon ses habitants, une forte minorité chrétienne de diverses confessions (orthodoxe, catholique, évangélique) se trouve dans cette ville densément peuplée de quelque 120 000 habitants. C'est aussi un bastion connu d'islamistes radicaux qui, toujours selon les habitants, incitaient à la haine contre les coptes depuis le 28 juin, entre autres dans leurs sermons à la mosquée, par des annonces par haut-parleur, et par la distribution de tracts.

12 « Combien de temps devrons-nous subir cette injustice ? »

En Égypte, les chrétiens sont pris entre les attaques sectaires et l'inaction de l'État

Le bâtiment du culte de l'église catholique Mar Grgis, datant du IVème siècle, a été le premier à être attaqué, le 3 juillet. Selon le père Ayoub Youssef, prêtre résident qui s'y était caché, des dizaines d'hommes sont entrés par effraction dans l'enceinte de l'église après l'annonce d'Abdel Fattah al Sissi en hurlant : « *l'Islam malgré les nez des nasara !* », « *Théodore, le califat arrive, arrive !* », « *Nous allons abattre la croix !* ».

Les six gardes se sont enfuis au début de l'attaque. Les assaillants ont saccagé le bâtiment, volant entre autres des ordinateurs et endommageant la bibliothèque et les salles de classe. L'appartement du père Ayoub Youssef a aussi été pillé. Avant de partir, les assaillants ont mis le feu au bâtiment. Le prêtre a appelé la police et les forces armées en vain pendant que les agresseurs continuaient à intimider les habitants chrétiens et à attaquer les maisons et commerces alentour. Selon les informations dont dispose Amnesty International, une chrétienne a été blessée par balle au genou lors de l'attaque violente de sa maison. Nadi Mehani, son mari, a apparemment essayé de repousser l'attaque en tirant sur les assaillants. Il a été arrêté par les forces de sécurité arrivées quelques heures après. Il a été libéré sous caution deux semaines plus tard et a à répondre d'une accusation de possession d'une arme non autorisée. Les autres suspects arrêtés, dont 55 musulmans, se sont échappés lors de l'assaut et incendie du poste de police et du bureau du procureur de Dir Mawas le 14 août.

Les attaques se sont répétées à plus grande échelle le 14 août, ciblant des églises de plusieurs confessions, et davantage de maisons et propriétés chrétiennes. Le petit poste de police de la ville a aussi été attaqué et ses demandes de renfort sont restées lettre morte. Le complexe monastique de la Vierge Marie et du Père Abraham, qui comprenait une église datant du IVe siècle, a été incendié.

Iskandar Tous, copte de 60 ans, a été abattu chez lui, son corps mutilé et traîné dans les rues par un tracteur. Son corps inhumé a ensuite été déterré à deux reprises. Son cousin, l'avocat Samir Lamee Saqr, lui-même blessé par des plombs de chasse lors de l'attaque, a décrit pour Amnesty International le déroulement des événements :

« Le matin du 14 août, j'ai été réveillé par le coup de téléphone d'un ami, qui m'a conseillé d'être prudent parce que les sit-in pro-Morsi avaient été dispersés au Caire. Peu après j'entendais les haut-parleurs de la mosquée voisine Ibad al Rahman : "Honorable habitants de Delga, les infidèles nasara, la police et l'armée sont en train de tuer vos frères de Rabaa (al-Adawiya) et Nahda. Que chaque personne possédant une arme sorte et renverse chaque nasara et chaque représentant des institutions gouvernementales."

« Vers 9 heures, on a jeté des pierres sur nos maisons (les deux seules chrétiennes de la rue) et notre électricité a été coupée. Des voisins musulmans nous ont dit plus tard que les assaillants avaient trafiqué les câbles électriques à l'extérieur [...] La foule enflait, et vers 10 heures, ils étaient près de 2 000 [hommes], ils étaient armés et tiraient sur nos maisons...

« J'ai essayé de m'enfuir avec ma famille, ma femme, mes bébés jumeaux et ma mère ; à l'aide d'une échelle on a grimpé sur la maison du voisin, puis sur une autre [...] J'ai reçu plusieurs plombs de chasse et ma mère aussi, juste sous l'œil [...] Mon cousin n'a pas eu autant de chance [...] Il était chez lui avec sa femme et sa belle-fille. Cette dernière a réussi à s'échapper. Lui a été abattu sous les yeux de sa femme, qui n'a dû son salut qu'à d'autres musulmans intervenus pour l'amener à l'abri. »

La foule a ensuite pillé les maisons, le cabinet de Samir Lamee Saqr et le salon de coiffure d'Iskander Tous, puis y a mis le feu.

La famille n'a toujours pas reçu de certificat de décès au moment de ce rapport, et le corps n'a toujours pas été exhumé. Elle avait porté plainte auprès du ministère public à plusieurs reprises, les 21 et 22 août, puis de nouveau le 5 septembre, réclamant une enquête et une autopsie. Elle a aussi déposé une plainte distincte auprès du ministère de l'Intérieur le 5 septembre.

À la suite des violences, des chrétiens de Delga ont préféré s'enfuir, tandis que les autres continuaient à vivre dans la peur et en état de siège, limitant les déplacements hors de chez eux. Des habitants ont extorqué de l'argent à leurs voisins chrétiens, faisant payer leur « protection » de 500 à 8 000 livres égyptiennes (de 52 à 854 euros). Un chrétien enlevé n'a été libéré qu'en échange d'une rançon de 180 000 livres égyptiennes (1 920 euros) payée par sa famille. Après plusieurs tentatives infructueuses, les forces de sécurité, comprenant des membres des forces armées, sont entrées dans le village et en ont pris le contrôle le 16 septembre, arrêtant un certain nombre de suspects.

La ville de Bani Mazar, au nord de la ville d'El-Minya a aussi été le théâtre d'attaques sectaires le 14 août. Deux églises ont été incendiées, et une troisième a été endommagée et a subi des vols mineurs. Les habitants ont raconté à Amnesty International qu'une foule en colère avait débouché vers midi dans la rue de l'église évangélique baptiste. Les attaquants y sont entrés par effraction et y ont mis le feu, brûlant la bibliothèque et la salle de prière. L'église Mamadaniya a aussi été attaquée vers midi et demi par un groupe d'hommes, certains le visage dissimulé. Un témoin oculaire a déclaré à Amnesty International avoir entendu, après les dispersions du Caire, des appels retentir des haut-parleurs : « *Loué soit le jihad !* » et « *Dieu est grand !* », avant le début des attaques. Les attaquants étaient munis de couteaux, d'épées et de cocktails Molotov. Comme dans toute la région d'El Minya, les forces de sécurité ne sont pas intervenues. Un fidèle a déclaré : « *La police ne protégeait qu'elle-même, personne ne se souciait de nous.* »

EL FAIYYOUR

Le 14 août, un certain nombre d'églises ont été attaquées dans le gouvernorat d'El Faiyyour, autre bastion islamiste situé à environ 90 kilomètres au sud du Caire. Dans le centre de Youssef al Sadik et celui voisin d'Ibshway, les attaquants ont passé la journée du 14 août à piller et à détruire deux églises et un monastère. Des

membres de l'église, des résidents et des chefs religieux ont déclaré à Amnesty International qu'ils avaient à maintes reprises fait appel à des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, à des postes de police locaux et téléphoné aux permanences téléphoniques de l'armée pour tenter désespérément de protéger les églises, mais qu'aucune aide n'était venue. On leur a dit qu'un véhicule de pompier envoyé pour circonscrire les dégâts s'était vu interdire l'entrée du village par des assaillants qui bloquaient la route. Certains responsables ont affirmé que le poste de police voisin d'Ibshway était lui-même attaqué et qu'ils ne pouvaient donc pas intervenir. Il n'y a pas eu de renforts en provenance du Caire, pourtant proche d'El Faiyoum.

Des résidents de Nazla ont déclaré à Amnesty International qu'ils avaient été réveillés le matin par des annonces diffusées par les haut-parleurs de plusieurs mosquées locales pour dénoncer les massacres de « nos frères », se référant aux violentes dispersions des sit-in pro-Morsi au Caire. Peu après, des groupes de villageois de Nazla, en colère, se sont rassemblés auprès du centre de transport et des mosquées, au nord du village. Il semble qu'ils aient été aussi rejoints par d'autres habitants de villages voisins.

L'église orthodoxe d'Athra (la Vierge), achevée au bout de 13 ans de travaux, avait ouvert ses portes deux mois avant d'être démolie le 14 août.

Des témoins oculaires ont déclaré à Amnesty International que l'attaque avait été précédée d'appels lancés du haut-parleur de la mosquée Mohamed toute proche, dont notamment : « *On assassine l'Islam à Rabaa (al-Adawiya)* ». Selon un témoin oculaire présent dans l'église le matin du 14 août, les trois employés subalternes du ministère de l'Intérieur ainsi que l'*« informateur » (mukhabir¹¹)*, qui normalement gardent l'église, se sont enfuis devant l'imminence de l'attaque.

Les assaillants disposaient de barres métalliques, d'épées, de fusées de feux d'artifice ainsi que de revolvers, et ils ont ordonné à tous ceux qui étaient présents de sortir. Tout signe de résistance était reçu par des menaces de mort et par des coups de bâtons et de poings et des jets de pierres. Un homme qui se précipitait vers l'église après avoir entendu dire qu'elle était attaquée a été poignardé et insulté. Il a expliqué : « *Ils criaient : "vous les nasara, vous chiens. Vous avez élu Shafiq¹², vous soutenez Sissi [...]" Ils disaient encore qu'étant chrétiens nous étions des sans religion [...] Ils avaient des cartouches de gaz et des explosifs artisanaux, car le village est connu pour sa fabrication de feux d'artifice [...] Ils ont volé tout ce qu'ils pouvaient, cassé le reste puis mis le feu à l'édifice [...] Ils n'ont rien laissé intact, l'église elle-même, le bâtiment des services, la grande salle des mariages et des enterrements, le jardin d'enfants [...] Ils ont même cassé les toilettes [...] Ils ont brûlé les vêtements que nous collections pour les pauvres et pris l'argent des troncs d'offrandes.* »

Ils ont également escaladé l'église pour briser la croix qui se dressait en son sommet. L'attaque s'est poursuivie par intermittence tout au long de la journée, les assaillants volant d'abord des objets de valeur, ordinateurs, ventilateurs et dons de

charité, cassant d'autres objets, y compris des chaises et bancs d'église, et finissant par mettre le feu à l'église.

Les délégués d'Amnesty International qui se sont rendus sur place le 21 août ont pu observer des graffiti sur les murs qui disaient : « *Il n'y a d'autre Dieu qu'Allah* », « *La religion de Dieu est l'Islam* », « *Chrétiens allez vous faire foutre* » et « *Dieu est grand* ».

Une autre église du même nom, Athra (« La Vierge »), connue localement sous le nom de la « vieille » église, a aussi été détruite le 14 août. Les délégués d'Amnesty International s'y sont rendus le 21 août et ont constaté l'effondrement de la toiture et les restes carbonisés de l'église. D'après les habitants du lieu, l'église, construite en 1932, renfermait une icône historique, qui a été détruite dans l'incendie ou pillée. Des assaillants ont aussi envahi la maison de **Nabil Awadala**, coordinateur local de la campagne Tamarud¹³, jouxtant l'église.

Sa femme, présente au moment de l'attaque, a déclaré à Amnesty International qu'elle avait été réveillée vers 10 heures par des cris : « *Islamique, islamique* » et une foule faisant irruption chez elle par la porte d'entrée. Elle a poursuivi : « *C'était toute une foule d'hommes et de jeunes gens [...] Il était difficile d'en évaluer le nombre [...] Ils avaient des bâtons, même des barres métalliques [...] Et ils sont tout simplement entrés. Ils ont jeté le réfrigérateur par terre et cassé le lavabo de la salle de bains [...] Ils ont pénétré dans la chambre et pris certains objets comme un téléphone portable. Ils ont giflé ma belle-sœur, qui essayait de protéger mon mari des attaquants [...] Ils nous ont insultés en nous traitant d'« infidèles » et en criant des grossièretés que je ne peux répéter [...] Ils ont aussi attaqué l'église. »* »

Nabil Awadana a déposé plainte auprès du bureau du procureur d'El Faiyoum.

La « vieille » église est située dans une partie du village à prédominance copte. Des graffiti ont été inscrits sur les murs des maisons reprenant notamment des slogans fréquemment utilisés lors des manifestations pro-Morsi : « *Nous défendrons la légitimité par le sang* » et « *Partez, Sissi, Morsi est mon président* ». Figuraient également d'autres graffiti, comme : « *Ils ont tué nos frères pendant les prières* », en référence aux partisans de Mohamed Morsi tués peu après les prières de l'aube le 8 juillet, en face du Club de la garde républicaine. Ces graffiti, qui apparaissent près des ruines de l'église, donnent fortement à penser que les coptes étaient visés, en représailles à leur soutien supposé à la destitution de Mohamed Morsi et à des exactions ultérieures commises contre ses partisans.

Le monastère d'Amir Tadros Shubti, perché sur une colline sur la route principale menant au village de Nazla, a aussi été attaqué. D'après des informations reçues par Amnesty International, les occupants du monastère s'y attendaient après avoir appris que des églises du village de Nazla avaient été prises pour cibles. Ils ont fermé les grilles métalliques et les autres accès au monastère et retenu leur souffle.

D'après un témoin oculaire, une foule d'environ 500 hommes armés de bâtons et de couteaux et portant des engins explosifs artisanaux et de l'essence s'est approchée de la grille vers 10 heures aux cris de « Dieu est grand ». Ils ont ordonné de partir à ceux qui étaient à l'intérieur et ont frappé ceux qui osaient résister. Un garde du ministère de l'Intérieur qui, à la différence de ses collègues, avait décidé de rester derrière pour tenter de protéger le monastère, a été traîné dehors par la foule, son arme et son talkie-walkie lui ont été confisqués et il a été battu. Certains habitants sont intervenus pour l'emmener en sécurité, avec d'autres occupants de l'église. D'après les informations dont dispose Amnesty International, deux personnes ont dû recevoir des soins médicaux à la suite de l'attaque. Un témoin oculaire a déclaré à Amnesty International :

« Ils ont volé tout ce qu'ils pouvaient emporter et cassé ce qu'ils ne pouvaient voler, et ont fini par mettre le feu au lieu. L'attaque s'est poursuivie par intermittence de 10 heures du matin jusqu'après la tombée de la nuit. Ils ont incendié un autocar, des automobiles et des toks-toks (véhicules à trois roues utilisés sur les chemins étroits) qui étaient à l'intérieur du monastère.

« Ils ont même arraché des câbles électriques, dépouillé les murs et extirpé les tuyaux d'eau et les robinets... C'était comme s'ils voulaient simplement détruire le lieu de fond en comble [...] Ils disaient, par exemple : "Nous voulons défendre l'Islam" et criaient : "Dieu est grand" [...] Les dernières semaines, il y avait eu des défilés pro-Morsi passant à proximité, mais aucune attaque jusqu'alors. »

Un autre monastère historique, le Shahid Amir Tadros Shutbi, a été détruit dans le village de Dissa à quelque 30 kilomètres de là. Il a été attaqué deux fois, d'abord le 15 août puis à nouveau le jour suivant. Selon des habitants et des membres de l'église, le 15 août, deux voitures se sont arrêtées devant les grilles vers 15 heures. Des hommes armés, dont certains portaient des cagoules, et d'autres, au visage découvert, arboraient des barbes, en sont sortis. Ils ont ouvert le feu, notamment avec des fusils automatiques, mais heureusement les personnes qui se trouvaient dans le monastère ont réussi à s'enfuir sans blessure grave. Un témoin poursuit :

« Quand ils ont eu terminé, nous sommes revenus pour essayer de sauver ce qui pouvait être sauvé et pour nettoyer. Les pompiers ne sont venus que le lendemain [...] Après leur départ, le vendredi à environ 3 h 30, nous avons vu de la fumée s'échapper à nouveau du monastère. Il se trouve qu'ils [les assaillants] étaient revenus pour terminer leur travail [...] Ils nous ont laissé des lieux calcinés, et des cocktails Molotov... »

« À ce jour, le ministère public n'est pas venu constater les dégâts mais nous avons déposé une plainte officielle.... Notre père [chef religieux] a fait appel aux autorités à de nombreuses reprises dans les deux jours suivants, sans effet. »

Des membres de l'église ont déclaré à Amnesty International qu'ils attendaient depuis des années une autorisation de la part du gouverneur afin de pouvoir construire une barrière autour du monastère pour assurer une meilleure protection.

Leur requête n'a jamais été entendue et désormais, il ne reste plus grand-chose à protéger.

L'un d'entre eux a déclaré : « *Ce sont l'armée et les Frères musulmans qui se combattent. Qu'est-ce que les églises ont à voir là-dedans ? Combien de temps devrons-nous encore supporter cette injustice ?* »

RECOMMANDATIONS

Amnesty international exhorte les autorités égyptiennes à:

- Mener des enquêtes exhaustives, impartiales et indépendantes sur toutes les attaques sectaires commises depuis que Mohamed Morsi a été destitué le 3 juillet, y compris celles commises au moment de la dispersion des sit-in pro-Morsi le 14 août ou juste après. Traduire en justice les personnes reconnues responsables des meurtres et autres graves violations des droits humains, en appliquant des procédures conformes aux normes internationales d'équité des procès sans possibilité de recours à la peine capitale, conformément aux principes des Nations unies relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions ;
- Faire en sorte que les enquêtes portent sur le rôle des forces de sécurité ayant négligé de mettre fin aux violences, et amener les responsables de la sécurité à rendre des comptes ;
- Donner la priorité à la reconstruction et à la restauration des lieux de culte qui ont été détruits ou partiellement endommagés au cours des attaques sectaires. Révoquer officiellement le décret présidentiel 391/2005, qui exige l'autorisation des gouverneurs pour restaurer les églises, ainsi que toutes les autres dispositions discriminatoires se rapportant à la construction d'églises, et notamment les décrets ottomans ;
- Prendre des mesures immédiates pour améliorer la sécurité des coptes et celle des autres minorités, y compris sous la forme de consultations avec les communautés minoritaires en vue de déterminer les mesures appropriées ;
- Veiller à ce que les victimes et leurs familles reçoivent pleine réparation, notamment, mais pas exclusivement, sous la forme de compensations financières ; et garantir que les familles qui ont dû fuir par crainte de représailles puissent retourner chez elles sans encombre ;

- Faire en sorte que tous les témoins oculaires soient protégés contre toute menace ou intimidation;
- Modifier toutes les lois et pratiques qui établissent des discriminations à l'encontre des chrétiens ou d'autres minorités religieuses pour assurer qu'elles deviennent conformes aux articles 2, 18 et 26 du PIDCP (Pacte international relatif aux droits civils et politiques) qui interdisent toute discrimination et garantissent la liberté de pensée, de conscience et de religion ainsi que l'égalité devant la loi ;
- En consultation positive avec les institutions religieuses ainsi qu'avec les militants indépendants des droits humains et des droits des minorités, concevoir et mettre en œuvre une stratégie propre à s'attaquer aux discriminations enracinées et aux stéréotypes touchant les minorités religieuses ;
- Veiller à ce que les forces de sécurité et les membres de l'appareil judiciaire reçoivent une formation en matière de droits humains et de non-discrimination qui leur permette de prévenir efficacement toute attaque, de réagir rapidement et efficacement pour arrêter des attaques en cours et de traduire en justice leurs auteurs selon des procédures équitables excluant la peine capitale ;
- Faciliter la visite en attente du Rapporteur spécial des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires et celle du Rapporteur spécial des Nations unies sur la liberté de religion ou de conviction.

*Traduction réalisée par AI France de :
MDE 12/058/2013
'How long are we going to live in this injustice?'
Egypt's christians caught between sectarian attacks and State inaction*

Octobre 2013

NOTES

¹ *Al Masry Al Youm*, « Le papa Théodore s'adresse à une délégation du Congrès : "l'incendie des églises est le prix à payer pour construire la démocratie, payé avec amour" », 5 septembre 2013 : bit.ly/13kFpZX

² Pour plus d'informations sur les attaques sectaires à Ezbet el Nakhl, voir : Amnesty International, "Government must protect Coptic Christians from Sectarian violence", 20 août 2013 : <http://www.amnesty.org/en/news/egypt-government-must-protect-christians-sectarian-violence-2013-08-20>

³ Pour plus d'informations sur la dispersion des sit-in, voir : Amnesty International, Egypt 'People were dying all around me' : testimonies from Cairo violence on 14 August 2013, 16 août 2013 : <http://www.amnesty.org/fr/library/info/MDE12/046/2013/en>

⁴ Probablement en référence au meurtre de 51 manifestants pro-Morsi le 8 juillet devant le Club de la garde républicaine, peu après la prière de l'aube.

⁵ Voir, par exemple, Amnesty International, « Égypte. Les coptes doivent être protégés contre les violences motivées par l'intolérance religieuse », 27 mars 2013 : <http://www.amnesty.org/fr/news/egypt-coptic-christians-must-be-protected-sectarian-violence-2013-03-27>; ou « L'armée égyptienne a des comptes à rendre concernant le nombre de morts lors d'une manifestation copte », 11 octobre 2011 : <http://www.amnesty.org/fr/news-and-updates/deadly-clashes-coptic-protest-egypt-show-urgent-need-reform-2011-10-11>; ou « Egypte. Les autorités n'assurent pas la protection des minorités religieuses », 12 janvier 2010 : <http://www.amnesty.org/fr/library/asset/MDE12/001/2010/fr/f7f85250-c118-4783-aef9-cbac8e5d246f/mde120012010fra.html>

⁶ Voir Amnesty international, « Egypt: 'There is no door on which I did not knock': Coptic Christians caught in attacks and state's failures », 23 juillet 2013 : bit.ly/19fV2FJ. Au cours de l'annonce télévisée, le pape Théodore II, le Grand Sheikh de Al Azhar, Mohamed al Tayeb, et quelques dirigeants politiques étaient présents, et remarquaient le large soutien à la destitution dans tous les secteurs de la population égyptienne.

⁷ Discours d'Assem Abdel Maged du 24 juillet, sur YouTube : bit.ly/14cL1Cw
Dans un discours au même endroit le lendemain, le membre dirigeant des Frères musulmans Mohamed Beltagy a appelé spécifiquement les chrétiens à ne pas répondre à l'appel du ministre de la Défense de descendre dans la rue le 26 juin 2013 pour « mandater » l'armée à « lutter contre le terrorisme ». Voir YouTube : bit.ly/1f4Z4Dx

D'autres exemples de l'usage d'un langage sectaire incendiaire à Rabaa al Adawiya peuvent être vus sur YouTube : bit.ly/16JKX4a; et bit.ly/19YTSDL.
À propos de la condamnation officielle par les Frères musulmans des attaques contre les lieux de culte, ainsi que de leur refus de toute responsabilité, voir par exemple :Ikhwan Online, « Muslim Brotherhood Statement on Putschist Schemes of Vandalism and Sectarian Strife », 17 août 2013 : bit.ly/14JBphl ; et Ikhwan Online, « MB statement on attacks on the town of Delga by military junta », 16 septembre 2013 : bit.ly/176tjBS

⁸ Voir par exemple Mada Masr: « Sisi: military to restore mosque, churches damaged in Wednesday violence », 15 août : <http://www.madamasr.com/content/sisi-military-restore-mosque-churches-damaged-wednesday-violence>

⁹ Le décret 391 de 2005, qui exige l'autorisation des gouverneurs pour la restauration ou l'agrandissement d'églises, a été suspendu en février 2013 par un tribunal administratif suite à une procédure judiciaire lancée par l'avocat copte, Mamdouh Nouh, mais la décision n'a pas encore été appliquée. En pratique, la décision du tribunal a changé peu de choses, et les obstacles à la rénovation des églises perdurent. La construction de nouvelles églises dépend toujours de décrets remontant à la période ottomane, qui exigent en pratique des décrets présidentiels.

¹⁰ Voir Amnesty International, “*Égypte. Brutalité impunie et incontrôlée. Les forces militaires égyptiennes tuent et torturent des manifestants en toute impunité*”, (Index : MDE 12/17/2012, novembre 2012 : <http://amnesty.org/fr/library/info/MDE12/017/2012/fr>

¹¹ Employé dans un poste de police, en civil, placé sous les ordres du responsable des enquêtes (*rais al mabaheth*). Il est notamment chargé de fournir des renseignements sur les détenus et les habitants du lieu.

¹² Ahmed Shafiq était candidat au deuxième tour des élections présidentielles de juin 2012, opposé à Mohamed Morsi.

¹³ Au cours de la période précédant les manifestations du 30 juin 2013, le groupe avait lancé une pétition en faveur d'élections présidentielles anticipées et revendiqué plus de 20 millions de signatures recueillies à travers le pays.